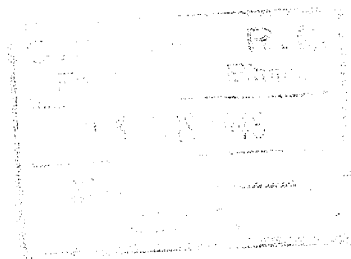


Conseil d'Etat	-	Raad van State
LEGISLATION -		- WETGEVING
L. 245/1		
22 MARS 1949		
Transmis à M. <i>Bureau</i>		
Originaux - 1 - H. <i>Coordination</i>		



L. 245/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances le 12 mars 1949 d'une demande d'avis sur un projet de loi instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs a donné en sa séance du 16 mars 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, verzocht door de Minister van Financiën op 12 Maart 1949, hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende exceptionele en interpretatieve maatregelen inzake directe belastingen, heeft ter zitting van 16 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

Le projet appelle les observations suivantes :

Articles 1 et 2 :

Ces dispositions sont extraites du projet de loi contenant le Code des impôts sur les revenus, sur lequel le Conseil d'Etat a déjà donné son avis au gouvernement.

Les modifications proposées ont pour but d'assurer la concordance du texte avec celui des articles 233 et 253 du projet de Code des impôts sur les revenus.

Article 3 :

Le Conseil d'Etat propose un texte simplifié.

Article 4. :

L'alinéa 1er n'appelle pas d'observations.

Il convient, à l'alinéa 2, d'insérer le chiffre 63 entre "62" et "64". En effet, les fonctionnaires commissionnés en vue de l'application des articles 62 et 64 doivent pouvoir procéder également aux mesures d'instruction prévues à l'article 63 des lois coordonnées.

Une nouvelle rédaction, plus précise, est proposée pour l'alinéa 3.

Article 5 :

Le Conseil d'Etat propose la fusion des paragraphes 1 et 2 en un seul texte, plus court et plus clair.

Le paragraphe 3 deviendrait, par conséquent, le paragraphe 2.

Article 6 :

L'exposé des motifs explique le texte proposé par la nécessité de remédier aux conséquences du retard

../..

dans le vote de la loi du 20 août 1947.

Si telle est la véritable portée de l'article 6 du projet, il ne s'agit pas d'une interprétation de l'article 43 de la loi du 20 août 1947 mais d'une modification de cet article à laquelle un effet rétroactif serait, en outre, attaché.

Si, au contraire, l'intention du législateur a été, en votant l'article 43 de la loi du 20 août 1947, de faire appliquer cette disposition même dans le cas où les délais légaux prévus pour l'introduction d'une réclamation sont expirés, le texte proposé a bien le caractère interprétatif que le projet lui attribue, mais, en ce cas, l'exposé des motifs devrait être rectifié.

S'inspirant de l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après.

Article 7 :

Selon l'exposé des motifs, cet article a pour objet de traduire l'intention du législateur telle qu'elle résulte clairement des travaux préparatoires.

Pour confirmer de manière indiscutable cette intention, le Conseil d'Etat propose un texte qui exprime plus nettement la portée interprétative de l'article.

+

+

+

Quelques autres modifications de forme sont proposées pour des raisons de concordance générale.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Finances est chargé de présenter en
Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

Article 1er -

L'article 61, § 3, des lois relatives aux impôts sur
les revenus, coordonnées par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948,
est complété par la disposition suivante :

" La réclamation dirigée contre un impôt basé sur des éléments
contestés vaut d'office pour les autres impôts basés sur les
mêmes éléments, alors même que seraient expirés les délais
légaux de réclamation contre ces derniers impôts".

Article 2 -

L'article 61, § 6, des mêmes lois est remplacé par la
disposition suivante :

" Le directeur des contributions directes peut, même après l'expira-
tion du délai de réclamation, accorder d'office dégrèvement
des surtaxes résultant d'erreurs matérielles imputables à un
agent de l'administration ou d'un double emploi.

Si l'impôt a déjà été payé, la restitution peut en
être ordonnée jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans pre-
nant cours à la date de la recette."

Article 3 -

La partie des impôts retenue à la source sur les rému-
nération visées à l'article 25, § 1, 2°, des mêmes lois pendant
les années 1940 à 1947 qui dépasse le montant des impôts réellement
dus pour les exercices y afférents, peut être remboursée d'office
et ordonnée jusqu'au 31 décembre 1949.

Article 4 -

Le Ministre des Finances peut faire appel au concours de fonctionnaires et agents pensionnés de l'Administration des contributions directes en vue de l'exécution de certains travaux résultant de l'application des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Il peut commissioner certains de ces fonctionnaires à un grade supérieur en vue de l'application des dispositions des articles 62, 63 et 64 des lois surdites.

Le Roi fixe les rémunérations qui seront allouées aux fonctionnaires et agents précités; à cet effet, il peut déroger aux dispositions de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions et à l'article 17, modifié, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Article 5 -

§ 1er - Sont abolies toutes prescriptions et déchéances frappant les réclamations relatives aux impôts directs afférents aux exercices fiscaux 1939 à 1946 inclus basées, soit sur des bénéfices affectés à l'amortissement de dommages de guerre qui seront reconnus comme pertes définitives à défaut de réparation intégrale, soit sur des indemnités de réquisition en propriété d'immeubles et d'outillages professionnels.

Un nouveau délai de réclamation de six mois est établi prenant cours, du jour de la publication de la présente loi. Ce délai prend cours du jour de la fixation de l'indemnité définitive de réparation concernant les biens affectés à l'exercice d'une activité professionnelle ou de l'exclusion définitive du bénéfice de la réparation, si cette fixation ou cette exclusion est postérieure à la publication de la présente loi.

§ 2 - Si la cotisation dont la revision est sollicitée a déjà donné lieu à une décision judiciaire passée en force de chose jugée, la réclamation sera adressée aux fins de décision par le directeur des contributions avec ses considérations et avis à la cour d'appel qui a prononcé.

Article 6 -

L'article 32, § 1er, alinéa 3 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 32A titre transitoire et même si les délais prévus pour l'introduction d'une réclamation sont expirés, les pertes subies depuis 1938 sont éventuellement portées en déduction des revenus des années 1945, 1946 et 1947 ou des exercices comptables clôturés pendant les dites années".

Article 7 -

L'article 55, § 4 de la loi du 20 août 1947 apportant des modifications : a) aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise; b) aux lois et arrêtés relatifs aux taxes spéciales assimilées aux impôts directs, doit être interprété comme suit :

L'article 4 de la loi du 12 mai 1947 apportant des modifications au montant de la taxe professionnelle, de la contribution nationale de crise et de l'impôt complémentaire personnel et les dispositions auxquelles cet article se réfère, restent applicables aux cotisations de l'exercice 1947.

Donné à , le

PAR LE REGENT:

Le Ministre des Finances,

L.245/1

Bij het ontwerp vallen de volgende opmerkingen te maken:

Artikelen 1 en 2.

Deze bepalingen zijn getrokken uit het ontwerp van wet houdende het Wetboek der inkomstenbelastingen, waarover de Raad van State reeds van advies heeft gediend.

De voorgestelde wijzigingen hebben tot doel de tekst te doen overeenstemmen met die van de artikelen 233 en 253 van het ontwerp van het Wetboek der inkomstenbelastingen.

Artikel 3.

De Raad van State stelt een vereenvoudigde tekst voor.

Artikel 4.

Bij alinea 1 zijn geen opmerkingen te maken.

In alinea 2 moet tussen "62" en "64" het cijfer 63 ingelast worden. De ambtenaren immers, die gecommitteerd zijn met het oog op de toepassing van de artikelen 62 en 64, moeten insgelijks kunnen overgaan tot de onderzoeksmaatregelen, welke in artikel 63 van de samengeordende wetten zijn voorgeschreven.

Voor alinea 3 wordt een nieuwe, nauwkeuriger lezing voorgesteld.

Artikel 5.

De Raad van State stelt voor, de paragrafen 1 en 2 in één enkele, bondiger en klaarder tekst te versmelten.

Paragraaf 3 zou dan paragraaf 2 worden.

Artikel 6.

De memorie van toelichting verklaart de voorgestelde

tekst door de noodzaak om de gevolgen van de vertraging in de goedkeuring van de wet van 20 Augustus 1947 te verhelpen.

Als artikel 6 werkelijk die draagwijdte heeft, dan gaat het niet om een interpretatie van artikel 43 van de wet van 20 Augustus 1947, maar om een wijziging van dit artikel welke bovendien terugwerkende kracht zou krijgen.

Had de wetgever integendeel, toen hij artikel 43 van de wet van 20 Augustus 1947 stemde, het inzicht die bepaling te doen toepassen zelfs in het geval dat de voor het indienen van een bezwaarschrift bepaalde wettelijke termijnen zijn verstreken, dan heeft de voorgestelde tekst wel degelijk het verklarend karakter dat het ontwerp er aan toekent, maar in dit geval zou de memorie van toelichting moeten verbeterd worden.

Voortgaande op de memorie van toelichting stelt de Raad van State onderstaande tekst voor.

Artikel 7.

Volgens de memorie van toelichting wil dit artikel de bedoeling van de wetgever weergeven, zoals zij duidelijk blijkt uit de voorbereidende werken.

Om op onbetwistbare wijze deze bedoeling te bevestigen, stelt de Raad van State een tekst voor, waarin de verklarende draagwijdte van het artikel meer afgetekend tot uiting komt.

*
* *

Enkele andere wijzigingen in de vorm worden met het oog op de algemene overeenstemming voorgesteld.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Financiën wordt gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel één.-

Artikel 61, § 3, der wetten betreffende de inkomstenbelastingen, samengeschakeld bij het besluit van de Regent van 15 Januari 1948, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het bezwaarschrift gericht tegen een belasting gegrond op betwiste bestanddelen, geldt van ambtswege voor de andere op dezelfde bestanddelen gesteunde belastingen, zelfs dan wanneer de wettelijke termijnen tot reclamatie tegen deze laatste belastingen zouden verstreken zijn".

Artikel 2.-

Artikel 61, § 6, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De directeur der directe belastingen kan, zelfs na het verstrijken van de termijn van het bezwaarschrift, ambtshalve tot ontlasting van de overbelastingen toestaan die voortspruiten uit materiële fouten welke aan een agent van de administratie toe te schrijven zijn, of uit een dubbele belasting voortkomen.

Wanneer de belasting reeds betaald werd, kan de terugbetaling bevolen worden tot bij het verstrijken van een termijn van twee jaar, die aanvang neemt op de datum van de ontvangst".

Artikel 3.-

Het gedeelte van de tijdens de jaren 1940 tot 1947 aan de bron afgehouden belastingen op de in artikel 25, § 1, 2° van

.../...

dezelfde wetten bedoelde bezoldigingen, hetwelk het bedrag der-belastingen, die werkelijk voor de ermede verband houdende dienst-jaren verschuldigd zijn, te boven gaat, kan van ambtswege terug-betaald en geordonnanceerd worden tot 31 December 1949.

Artikel 4.-

De Minister van Financiën kan, met het oog op de uitvoering van zekere werkzaamheden voortvloeiende uit de toepassing der samengeschakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, beroep doen op de medewerking van op pensioen gestelde ambtenaren en beambten van de administratie der directe belastingen.

Hij kan, met het oog op de toepassing van de bepalingen der artikelen 62 tot 64 van voornoemde wetten, sommige van deze ambtenaren tot een hogere graad commiteren.

De Koning stelt de bezoldigingen vast, welke aan de voormelde ambtenaren en beambten zullen toegekend worden; te dien einde kan hij afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 waarbij wijzigingen worden gebracht aan de wetgeving op de pensioenen en aan het gewijzigd artikel 17 der wet van 29 October 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof.

Artikel 5.-

§ 1.- Worden opgeheven alle verjaringen en vervallenverklaringen die de bezwaarschriften met betrekking tot de fiscale dienstjaren 1939 tot en met 1946, opgelopen hebben en die gegrond zijn hetzij op winsten aangewend tot de afschrijving van oorlogsschade welke bij ontstentenis van integrale vergoeding als definitief verlies zullen erkend worden, hetzij op vergoedingen wegens opeisingen in eigendom van bedrijfsimmobiliën en--uitrusting.

Een nieuwe reclamatietermijn van zes maanden wordt vastgesteld, te rekenen van de dag waarop deze wet is bekendgemaakt. Die termijn neemt aanvang op de dag van de vaststelling van de definitieve vergoeding voor herstel betreffende de goederen aangewend tot de uitoefening van een bedrijfsactiviteit, of van de definitieve uitsluiting uit het genot der herstelling, indien deze vaststelling of deze uitsluiting dateren vana de bekendmaking dezer wet.

§ 2.- Indien de aanslag waarvan de herziening wordt aangevraagd, reeds aanleiding heeft gegeven tot een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing, zal het bezwaarschrift door de directeur der belastingen, samen met zijn overwegingen en advies, tot beslissing worden toegezonden aan het Hof van Beroep dat uitspraak heeft gedaan.

Artikel 6.-

Artikel 32, § 1, alinea 3 van de samengeschaakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 32.- Bij wijze van overgangsmaatregel en zelfs wanneer de termijnen bepaald voor de indiening van een bezwaarschrift verstreken zijn, worden de sedert 1938 geleden verliezen eventueel in mindering gebracht van de inkomsten der jaren 1945, 1946 en 1947 of der boekjaren afgesloten gedurende gezegde jaren".

Artikel 7.-

Artikel 55, § 4 der wet van 20 Augustus 1947 waarbij wijzigingen worden gebracht: a) aan de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting; b) aan de wetten en besluiten betreffende de met de directe belastingen gelijkgestelde speciale taxes, dient als volgt uitgelegd te worden:

Artikel 4 der wet van 12 Mei 1947 houdende wijzigingen in het bedrag van de bedrijfsbelasting, van de nationale crisisbelasting en van de aanvullende personele belasting en de bepalingen waarheen dit artikel verwijst, blijven toepasselijk op de aanslag voor het dienstjaar 1947.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT:

DE MINISTER VAN FINANCIEN,

Etaient présents:

Waren aanwezig:

Messieurs: J. SÜETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van voorzitter
State,

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de
législation
J. VAN HOUTTE, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de M.
SÜETENS, président;

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. SÜETENS, voorzitter.

LE GREFFIER- DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,